

« Quelle croissance pour demain ? »

Synthèse de différentes contributions :

Cyril BEGUE cyril.begue@laposte.net

David LE BORGNE dlborgne@wanadoo.fr

Julien BEGAUD julien.begaud@gmail.com

Gael THIERRY thierrygael@yahoo.fr

Jean Charles MOCZARSKI jmoczarski@gmail.com

Camille MAIN main.camille@gmail.com

Caroline BAIZEAU carobaizeau@yahoo.fr

1 Introduction

Tous les jours qui passent, nous apportent la preuve que la voie dans laquelle nous avons été conduits depuis plusieurs décennies, nous mène dans une impasse : inégalités croissantes, recul de l'esprit démocratique, individualisme croissant, perte du lien social, endettement des ménages et des Etats, chômage et exclusion, absence de confiance dans l'avenir en sont les manifestations les plus visibles.

Pour autant, ce tableau quelque peu sombre ne doit pas cacher des avancées : les progrès techniques et technologiques, une connaissance jamais aussi poussée, une accélération de la dynamique globale de ce monde à travers les moyens de communication.

Au delà des chiffres et des manifestations épisodiques de la crise, c'est un contexte, un cadre général qu'il faut dresser. Alors lorsqu'on se pose la question : quelle croissance pour demain ? Il faut déjà commencer par définir ce qu'on entend par croissance ? Est ce seulement la progression du PIB c'est à dire le chiffre correspondant à l'accumulation de la production et de la consommation, brefs de biens essentiellement matériels, auxquels sont venus s'ajouter depuis 20 ans une part significative de biens immatériels ? Où est ce que la croissance ne correspond pas plutôt à la notion de progrès ? Et autre question subalterne : qu'est ce que le progrès ? Quel type de développement voulons nous ?

2 Constat

Pour ne pas retomber dans les erreurs du passé, il est nécessaire de réaliser l'analyse la plus juste possible de la situation actuelle du monde

1- Contrairement aux autres crises économiques et sociales depuis la Révolution industrielle du 19e siècle, nous avons cette fois ci une prise de conscience que nos ressources vitales (eau, énergies) vont devenir de plus en plus limitées et que d'autre part la dégradation causée à notre environnement peut nous être fatal à long terme. Nous nous rendons compte ainsi que notre monde touche là à ses propres limites, et que l'illusion d'un progrès sans faille n'est plus d'actualité.

2- La crise actuelle est la manifestation de profonds déséquilibres : déséquilibre entre le poids de la finance mondiale et celle de l'économie réelle, déséquilibre par rapport à l'importance donnée aux objectifs économiques comparés aux objectifs sociaux, déséquilibre géopolitique entre les pays

occidentaux, les pays émergents d'Asie et d'Amérique du Sud et les pays du Sud et déséquilibres multiples à l'intérieur de chaque pays et région de ce monde.

L'évolution récente des économies tendait à vouloir rentrer les individus exclusivement dans une société d'actionnaires par opposition à une société de partenaires (Citoyens, consommateurs, salariés, Etat, actionnaires, producteurs-entrepreneurs). Cette tendance avec la crise actuelle est fortement remise en cause.

3 Quelle mesure de la croissance ?

Ce rapide constat, oblige à reposer la question des indicateurs : comment prendre en compte des facteurs beaucoup plus qualitatifs dans le calcul de « la croissance » ?

La croissance de l'économie a depuis la révolution industrielle été considéré comme la recherche d'une optimisation du rapport de satisfaction entre les clients, les salariés et les actionnaires.

Or la croissance, n'est elle pas simplement la manifestation d'un écart positif entre les créations et les destructions de biens matériels ou immatériels? Dans les biens immatériels, ne faudra t il pas prendre en compte des indicateurs de relations sociales, des données liées à la formation, ou la destruction d'une utilité sociale par exemple?

Nous nous sommes laissés sans doute fourvoyés dans l'utilisation des moyens du progrès. La société capitaliste de type libéral dans laquelle nous avons vécu nous a incité à repousser sans cesse les limites du raisonnable et les seuils de rentabilité. Sur une longue période, nous en voyons les conséquences : une économie dans les pays occidentaux basée essentiellement sur les services, une désagrégation du secteur primaire (agriculture et pêche), des industries de transformation délocalisées, renvoyées dans des zones à protection sociale très limitée. Ceci a été rendu possible notamment grâce aux coûts de transport relativement faibles d'une part, et une acceptation de conditions sociales précaires dans les pays en transition.

Bref, après avoir mis d'un côté l'Etat et de l'autre le profit au centre de tout, il s'agit désormais de mettre l'Homme au coeur de toute réflexion et action.

Nous devons collectivement retrouver un modèle qui tende à placer l'Homme en harmonie avec son environnement. C'est cela le nouveau défi de la philosophie humaniste que nous devons relever. Déjà des indicateurs tels que l'IDH (indicateur de développement humain) existe, mais ils doivent être complétés pour prendre différentes composantes (sociales, environnementales telle que l'emprunte écologique, les bilans carbone)

C'est donc d'une révolution des mentalités dont il est question : dès lors des réorientations stratégiques sont nécessaires du local au global pour redonner à la notion de progrès et donc de croissance tout son sens :

1-Redonner du sens au temps et à la gestion de notre espace

2-Retrouver une éthique du progrès : les nouvelles techniques et technologies doivent servir aux avancées de l'Homme et non l'inverse.

4 Un nouveau type de croissance basée sur une reconversion écologique

Nous sommes obligés désormais de prendre en compte la dimension écologique et environnementale dans toute politique.

Cette profonde mutation dans nos comportements va obliger à adopter le sens du civisme écologique. Elle implique à la fois une volonté de mettre en œuvre un véritable Plan Marshall de type décennal de reconversion écologique pour permettre l'adhésion des peuples à cette cause, mais aussi d'éduquer dès le plus jeune âge, la jeunesse pour que de nouvelles pratiques soient transmises. Un plan à l'échelle européenne pourrait être le pendant du "Clean energy Act" qu'a proposé le

Président américain et qui vise à privilégier l'approche qualitative par rapport au quantitatif.

La raréfaction des ressources fossiles obligera de toute manière à revoir nos positions précédentes. L'avenir passe par une relocalisation des sources et des moyens de production. Pourquoi aller produire à 10000km ce qu'on peut fabriquer chez soi ?

Quelques idées force s'imposent dès lors

=> **Renforcer notre lutte collective contre les gaspillages de toutes sortes**

La croissance des biens matériels doit d'opérer de manière beaucoup plus sélective. Notre planète ne peut plus supporter de manière soutenable le stockage de biens périssables. Avant de penser à produire de nouveaux objets, il sera de plus en plus nécessaire de voir comment des objets existants peuvent être recyclés. Ceci revient à mettre au point de véritables filières de recyclage là où elles n'existent pas encore.

De même l'utilisation des ressources financières collectives doit s'opérer de manière beaucoup plus rigoureuse. Il n'est plus de dépenser à tout va si derrière il n'y a pas une réelle utilité économique, sociale et écologique. La lutte contre l'endettement des états participe ainsi à cet objectif.

=>**Rapprocher les lieux de production et de consommation s'avère un objectif essentiel . Et ceci pour plusieurs raisons:**

1- il est impensable de croire que les déséquilibres entre les zones rurales désertées et les villes qui ne cessent de s'étendre sont soutenables. Nous devons avoir un aménagement du territoire plus harmonieux pour un 'mieux vivre ensemble'.

La lutte contre l'étalement urbain devient dès lors une priorité, et la mise en place de structures telles que des AMAP (association de maintien d'une agriculture paysanne), impératif.

Avoir des terres agricoles disponibles à proximité des grandes agglomérations va devenir un élément clé de cet aménagement du territoire. Ces 2 raisons justifient une opposition à des projets comme la construction de nouvelle plateforme aéroportuaire telle que NDDL.

2- les déséquilibres financiers actuels (endettement des Etats, création monétaire à travers les spéculations) obligent à avoir des politiques actives fortes en matière de développement des productions locales pour retrouver des sources d'équilibre à long terme. (renforcer l' économie réelle par rapport à l'économie virtuelle) => engagement en faveur de l'organisation de nouvelles filières telle que le recyclage, la recherche et les technologies de pointe (dans les énergies douces (solaires, géothermie), moteur à hydrogène etc..

3-Le développement des pays du Sud passe par une réappropriation de leurs matières premières et une utilisation intérieure de leur production.

D'autre part la définition d'une réelle fiscalité écologique (ex : taxe internationale de développement durable ou taxe carbone, chèques verts) doit permettre de tendre vers les objectifs suivants :

Favoriser une agriculture et une pêche avec des exploitations à taille humaine soucieuse de l'utilisation des ressources et de l'environnement.

Le secteur agricole a besoin aussi d'une diversification : une réutilisation des déchets organiques via des procédés tels que la méthanisation, un meilleur entretien des territoires, une réappropriation des cycles. (Pourquoi manger des fraises en hiver?)

Cela passe aussi par :

Une industrie qui se tourne vers des énergies renouvelables, une réutilisation de plus en plus

poussée et intelligente des déchets (actuellement 94% des matières premières transformées finissent leur vie sous forme de déchets), l'utilisation de nouvelles technologies qui soient associées à des progrès éthiquement acceptables (ex : OGM, biotechnologies, nanotechnologie), un tissu industriel de PME-PMI beaucoup plus solide

=> Profiter plus encore des possibilités d'une économie immatérielle /numérique

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont une source d'accélération des projets et des processus, en supprimant de fait certaines anciennes barrières temporelles et géographiques. La possibilité d'avoir une information ou un échange immédiat sans avoir une nécessité de se déplacer physiquement, doit contribuer à éviter des transports inutiles (et réduire l'emprunte écologique), en même temps qu'elle participe à améliorer la communication entre les individus.

=> Retrouver dans la notion de services à la fois les principes de collectivité et de proximité.

Exemples :

- dans le secteur bancaire, les décisions d'octroi de crédit sont trop souvent centralisées sans connaissance des acteurs locaux. Il est nécessaire de redonner toute sa place à la relation directe entre entrepreneurs et investisseurs, entre emprunteurs et épargnants, de retrouver les notions de coopératives, de mutuelles, mais aussi de micro crédits à destination des jeunes entrepreneurs.
- la formation initiale et ensuite professionnelle ou continue doivent être considérées comme des périodes d'investissement collectif
- Passer d'utilisation strictement individuelle de certains biens ou services à une utilisation partagée ou collective (auto partage, co voiturage, vélo en libre service, achats collectifs groupés)

5 Quels outils à travers les puissances de régulation et la place des Etats ?

Le politique à travers les états démocratiques doit retrouver son rôle de stratège, de garde fou c'est à lui de reprendre la main sur la destinée du monde. C'est à lui que revient le rôle de redistribuer les cartes.

Les questions de la gouvernance mondiale sont des questions clés de notre avenir

Ainsi des contre pouvoirs doivent pouvoir être mis en place.

La mise en place de nouvelles régulations est un préalable dans notre capacité à rebondir face à la situation actuelle.

A l'échelle mondiale, des régulateurs tels qu'un organisme de supervision des échanges financiers ou l'instauration d'une monnaie étalon internationale (représentants un panier de différentes devises) doivent voir le jour afin de stopper les mouvements spéculatifs.

Nous devons à travers une taxe sur les mouvements de capitaux inciter les acteurs de la finance à se désintéresser des mouvements de spéculation ; et ceci pour retrouver un équilibre entre la valeur d'échange des productions réalisées et la somme totale des mouvements de capitaux échangés. La 2eme condition de ce profond rééquilibrage suppose la totale suppression des paradis fiscaux.

Les zones intégrées économiquement telles que l'Europe doivent voir leur rôle politique de renforcer afin de trouver des formes d'harmonisation fiscale et sociale. Elles doivent jouer leur rôle de protection contre des concurrences déloyales (dumping social ou fiscal) d'autres pays qui ne respecteraient pas les normes écologiques ou sociales

1-afin d'éviter des concentrations de richesse qui font que des individus possèdent autant que la richesse globale d'un Etat

2-Introduire la notion de revenu maximal peut être une solution pour éviter les tentations et les dérives d'un système qui aurait naturellement tendance à accroître les inégalités.

3-Renforcer plus strictement la législation contre la constitution de trusts économiques, médiatiques et financiers afin de bien séparer les intérêts respectifs des différents acteurs et de déconcentrer les centres de décisions pour permettre une meilleure répartition des sources de richesse.

6 Conclusion :

Nous avons proposé une approche nouvelle de la croissance qui place l'économie, le social et l'environnement sur un même pied d'égalité. La croissance ne peut plus être considérée comme le toujours plus mais comme un toujours mieux : mieux vivre, mieux faire, mieux être. Cette prise de conscience et ensuite sa réalisation concrète s'avère être un véritable choc pour nos sociétés, elle remet en cause certains acquis, certaines certitudes. Mais c'est la condition pour que la notion du progrès que nous défendons soit soutenable.

Résumé de nos propositions :

1 - Remplacer le PIB par de nouveaux indicateurs de développement prenant en compte l'impact économique, social et environnemental.

2 - Mettre en place Plan Marschall Européen de type décennal de reconversion écologique

3 - Harmonisation fiscale et sociale progressive en Europe

4 - Mise en place de dispositifs protecteurs contre des concurrences déloyales (dumping social ou fiscal) d'autres pays qui ne respecteraient pas les normes écologiques ou sociales

5 - Création d'un organisme de supervision des échanges financiers et instauration d'une monnaie étalon internationale différente du dollar.

6 - Mise en place d'une taxation sur les mouvements de capitaux

7 - Mettre en place d'un revenu maximal

8 - Mise en place d'un véritable fiscalité écologique

9 - Rapprocher lieux de production et de consommation

10- Développement de l'économie sociale et solidaire

11 - Passer d'une utilisation individuelle à une utilisation collective (autopartage par exemple)